

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/IC/M/4

27 juillet 1995

(95-2181)

Comité intérimaire des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA REUNION DES 19 ET 20 JUIN 1995

Président: M. Harald Ernst (Suisse)

1. Le Comité intérimaire a adopté l'ordre du jour suivant:
 - A. Demande de statut d'observateur présentée par la Turquie
 - B. Modifications apportées à l'Appendice I de l'Accord avant son entrée en vigueur
 - C. Demande d'accession présentée par le Taipei chinois
 - D. Demande d'accession présentée par le Liechtenstein
 - E. Demande d'accession présentée par le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba
 - F. Mise au point définitive des Appendices II, III et IV de l'Accord
 - G. Avancement des procédures nationales de ratification
 - H. Recommandations concernant les décisions procédurales du Comité devant être établi au titre de l'Accord sur les marchés publics
 - I. Etablissement d'un guide pratique concernant le nouvel Accord
 - J. Technologies de l'information
 - K. Autres questions:
 - i) Projet de législation aux Etats-Unis
 - ii) Autres points

A. TURQUIE: DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR

2. Le Président a rappelé que la Turquie avait, dans une communication figurant portant la cote GPA/IC/W/21, en date du 12 mai 1995, fait une demande visant à participer en qualité d'observateur aux travaux du Comité intérimaire.

3. Eu égard à sa décision du 29 juin 1994 sur le statut d'observateur auprès du Comité intérimaire (GPA/IC/M/1, paragraphe 4), le Comité intérimaire est convenu d'accorder le statut d'observateur au gouvernement de la Turquie.

B. MODIFICATIONS APPORTEES AL' APPENDICE I DE L' ACCORD AVANT SON ENTREE EN VIGUEUR

4. Le Président a rappelé qu'à ses réunions de juin et novembre 1994, ainsi qu'à sa réunion d'avril 1995, le Comité intérimaire avait abordé la question de l'accord bilatéral sur les marchés publics conclu entre les négociateurs des Communautés européennes et ceux des Etats-Unis en avril 1994 et de l'incorporation éventuelle de cet accord à l'Accord sur les marchés publics conformément à la procédure adoptée par le Groupe de travail informel à sa réunion de janvier 1994 concernant les "modifications des annexes de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics avant son entrée en vigueur" (GPA/IC/3). A la réunion d'avril du Comité intérimaire, le représentant des Communautés européennes avait espéré être rapidement en mesure de proposer les modifications concernant les appendices de la CE, non seulement les modifications résultant de l'accord bilatéral, mais aussi celles qui étaient liées aux conséquences de l'adhésion de trois nouveaux Etats membres des Communautés européennes, ainsi que d'autres modifications justifiées par les faits nouveaux survenus dans l'organisation interne des gouvernements de certains Etats membres, notamment les modifications projetées de l'Appendice I de la Suède telles qu'elles étaient indiquées dans les documents GPR/W/133 et GPR/W/139.

5. Le représentant des Communautés européennes a dit que les travaux de sa délégation progressaient, mais qu'ils n'étaient pas encore au stade où une annonce officielle pouvait être faite. Il espérait être en mesure de faire une annonce à la prochaine réunion.

6. Le Président a par ailleurs rappelé que le Canada avait offert d'inclure, dans sa liste, des entités des dix provinces en fonction des engagements qu'il obtiendrait des gouvernements provinciaux, une liste définitive devant être communiquée dans un délai de 18 mois suivant la conclusion du nouvel Accord. Lors des réunions de novembre et d'avril, le représentant du Canada avait informé le Comité intérimaire de l'évolution de la situation et avait réaffirmé l'intention de sa délégation d'apporter une réponse sur cette question au Comité intérimaire, bien avant le délai fixé dans l'offre canadienne, dès qu'il y aurait des faits nouveaux.

7. Le représentant du Canada a dit que les autorités de son pays poursuivaient les pourparlers avec les provinces concernant le champ d'application de l'Accord à leur égard. Il n'était pas en mesure pour l'instant de fournir d'autres renseignements. Des élections avaient eu lieu peu de temps auparavant ou étaient en cours dans plusieurs provinces, ce qui avait dans certains cas retardé la prise de décisions. La délégation canadienne entrerait en contact avec le Comité intérimaire et les différents membres dès qu'elle serait en mesure de fournir des renseignements complémentaires, avant la réunion suivante. L'intervenant a réaffirmé l'intention de sa délégation de fournir une liste des entités avant le délai fixé dans l'offre du Canada.

C. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR LE TAIPEI CHINOIS

8. Le Président a rappelé qu'à la réunion de novembre 1994, le gouvernement du Taipei chinois avait communiqué, dans le document GPA/IC/W/9, des renseignements sur son régime actuel de passation des marchés publics et sur les réformes futures qu'il prévoyait d'y apporter. A cette même réunion, le Président avait invité les délégations qui avaient des questions à poser à propos des renseignements communiqués par la délégation du Taipei chinois sur son régime de passation des marchés publics à les présenter par écrit au Secrétariat. Une compilation de ces questions avait été distribuée aux membres du Comité intérimaire dans une note informelle datée du 6 février 1995. Les réponses des autorités du Taipei chinois étaient maintenant disponibles (elles avaient été distribuées aux délégations dans une note informelle datée du 27 juin 1995). A la réunion d'avril 1995, le représentant du Taipei chinois avait présenté son offre (GPA/IC/SPEC/1 du 17 mars 1995). A cette même réunion, le Comité intérimaire avait encouragé la délégation du Taipei chinois à engager des consultations avec

les membres du Comité intérimaire. Conformément à la décision relative à l'accession qu'il avait prise le 29 juin 1994, le Comité intérimaire devait soumettre au Comité des marchés publics devant être établi au titre du nouvel Accord, pour approbation, un rapport sur son examen de la demande d'accession, qui pouvait inclure un instrument d'accession.

9. Le représentant du Taipei chinois a dit que, depuis la réunion précédente du Comité intérimaire en avril, sa délégation examinait son offre initiale, présentée en mars, et rassemblait des données statistiques qui seraient essentielles pour les futures réunions bilatérales. Sa délégation accueillerait favorablement d'autres observations sur l'offre initiale du Taipei chinois, qu'elles soient communiquées par écrit ou formulées lors de consultations bilatérales. Jusqu'alors, elle avait tenu des consultations bilatérales avec les Etats-Unis, les Communautés européennes et le Canada. Les autorités du Taipei chinois comptaient bien avoir d'autres communications bilatérales de ce genre dans un avenir proche. S'agissant des questions des délégations sur le régime de passation des marchés publics du Taipei chinois, telles qu'elles avaient été compilées par le Secrétariat et distribuées aux membres du Comité intérimaire dans un document informel daté du 6 février 1995, la délégation du Taipei chinois avait présenté au Secrétariat une réponse officielle. A la demande du Comité intérimaire, elle était prête à faire, à la réunion du lendemain, une démonstration du système d'information sur les marchés publics. Elle accueillerait favorablement les suggestions et observations relatives à ce système.

10. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et a encouragé la délégation du Taipei chinois et les membres du Comité intérimaire à tenir d'autres consultations sur le projet d'offre du Taipei chinois.

D. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTÉE PAR LE LIECHTENSTEIN

11. Le Président a rappelé qu'à la réunion d'avril du Comité intérimaire, le Liechtenstein avait demandé à accéder à l'Accord sur les marchés publics. Son offre avait été distribuée dans le document GPA/IC/W/13, daté du 10 janvier 1995. Les entités du gouvernement du Liechtenstein figuraient actuellement dans les appendices de la Suisse au nouvel Accord sur les marchés publics. L'Accord relatif les marchés publics en vigueur s'appliquait au Liechtenstein conformément à une modification apportée à l'annexe 1 de la Suisse et incorporant le gouvernement de la Principauté de Liechtenstein dans la liste des entités de la Suisse. A sa réunion d'avril, le Comité intérimaire avait encouragé la délégation du Liechtenstein à engager des consultations avec les membres du Comité intérimaire. Conformément à la décision relative à l'accession qu'il avait prise le 29 juin 1994, le Comité intérimaire devait soumettre au Comité des marchés publics devant être établi au titre du nouvel Accord, pour approbation, un rapport sur son examen de la demande d'accession, qui pouvait inclure un instrument d'accession.

12. La représentante du Liechtenstein a dit que sa délégation n'avait jusqu'alors reçu aucune demande concernant son offre et que son gouvernement restait disposé à répondre à toute question orale ou écrite sur cette dernière.

13. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait effectué un examen préliminaire de l'offre du Liechtenstein et souhaiterait engager des consultations avec ce pays, si possible à l'occasion de la réunion suivante du Comité intérimaire, en vue d'achever les négociations sur l'accession avant l'entrée en vigueur du nouvel Accord. Il serait utile, pour faire des progrès lors de ces consultations, d'avoir des renseignements sur la valeur potentielle des marchés publics visés par l'offre.

14. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et a invité la délégation du Liechtenstein à lui communiquer des chiffres sur la valeur potentielle de son offre.

E. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR LE ROYAUME DES PAYS-BAS POUR LE COMPTE D'ARUBA

15. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de juin 1994, le Comité intérimaire avait invité la délégation du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba à lui communiquer les renseignements pertinents sur son système de passation des marchés publics, y compris une offre sous la forme d'appendices appropriés contenant les listes d'entités et de services qui seraient visés par l'Accord, ainsi que les listes de publications pertinentes. Une communication contenant un projet d'offre avait par la suite été présentée par les autorités du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba et distribuée aux délégations dans le document GPA/IC/W/14, daté du 8 février 1995. A sa réunion d'avril, le Comité intérimaire avait encouragé la délégation du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba à engager des consultations avec les membres du Comité intérimaire. Conformément à la décision susmentionnée du 29 juin 1994 relative à l'accession, le Comité intérimaire devait soumettre au Comité des marchés publics devant être établi au titre du nouvel Accord, pour approbation, un rapport sur son examen de la demande d'accession, qui pouvait inclure un instrument d'accession.

16. La représentante du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba a dit qu'il n'y avait eu jusqu'alors aucune demande de renseignements complémentaires sur le projet d'offre présenté par sa délégation. Celle-ci était prête à engager des consultations avec les membres du Comité intérimaire.

17. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait effectué un examen préliminaire de l'offre présentée par le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba, laquelle semblait assez détaillée, et il a accepté l'invitation d'engager des consultations avec cette délégation, si possible à l'occasion de la réunion suivante du Comité intérimaire, en vue d'achever les négociations sur l'accession avant l'entrée en vigueur du nouvel Accord. Il serait utile, pour faire des progrès lors de ces consultations, d'avoir des renseignements sur la valeur potentielle des marchés publics visés par l'offre.

18. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et a invité la délégation du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba à lui communiquer des chiffres sur la valeur potentielle de son offre.

F. MISE AU POINT DEFINITIVE DES APPENDICES II, III ET IV DE L'ACCORD

19. Le Président a rappelé qu'aux réunions de novembre 1994 et d'avril 1995 du Comité intérimaire, le représentant du Canada avait exprimé l'espoir d'être en mesure ultérieurement de fournir de plus amples informations sur une liste des publications que les autorités canadiennes utiliseraient pour les entités au niveau sous-fédéral.

20. Le représentant du Canada s'est référé à la déclaration, qu'il avait faite au titre du point B de l'ordre du jour, sur les pourparlers que les autorités de son pays poursuivaient au sujet du champ d'application de l'Accord, mais également à propos de cette question, et il a dit qu'il espérait être en mesure d'apporter une réponse complète sur ce point plus tard dans l'année.

21. Le Président a par ailleurs rappelé que les Etats-Unis avaient rectifié leur Appendice II, avec effet au 23 décembre 1994. La rectification visait les publications utilisées par les organismes des Etats. Les Etats-Unis s'étaient engagés à fournir une liste complète de ces publications dans un avenir proche, et au plus tard à l'entrée en vigueur de l'Accord. A la réunion d'avril du Comité intérimaire, le représentant des Etats-Unis avait expliqué que les autorités de son pays avaient demandé aux autorités de tous les Etats de leur communiquer des renseignements sur leurs publications, y compris tout avis par voie électronique concernant des marchés publics envisagés.

22. Le représentant des Etats-Unis a dit que, de façon générale, il pouvait faire état de progrès dans les consultations engagées avec les Etats sur la mise en oeuvre de l'Accord. Les autorités de son pays prévoyaient de rencontrer officiellement les autorités des Etats à leur réunion annuelle de septembre et elles avaient expressément demandé que les informations relatives aux publications soient transmises au gouvernement fédéral avant la date de cette rencontre. L'intervenant espérait être en mesure de communiquer officiellement ces informations à la réunion suivante du Comité intérimaire.

23. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations.

G. AVANCEMENT DES PROCEDURES NATIONALES DE RATIFICATION

24. Le Président a invité les délégations à remettre au Comité intérimaire un rapport de situation sur leurs procédures internes de ratification de l'Accord. L'état actuel des ratifications était indiqué dans un document du Directeur général de l'OMC intitulé Notification d'acceptations daté du 27 janvier 1995 et distribué sous la cote WT/Let/2 (réf. WLI/304). L'intervenant a par ailleurs rappelé qu'à la réunion d'avril du Comité intérimaire, le représentant des Etats-Unis avait dit que, pour ce qui était des autorités de son pays, elles avaient ratifié l'Accord et que ce dernier entrerait en vigueur le 1er janvier 1996 pour son pays. Le Secrétariat avait précisé à cette réunion que les Etats-Unis devaient adresser au Directeur général une communication écrite l'informant qu'ils avaient ratifié l'Accord.

25. Le représentant des Etats-Unis a réitéré le point de vue des Etats-Unis selon lequel les autorités de ce pays avaient pris toutes les mesures requises au titre de l'article XXIV de l'Accord pour que ce dernier entre en vigueur, pour les Etats-Unis, le 1er janvier 1996. Cependant, sa délégation était disposée à présenter une notification écrite officielle à cet effet, ce qu'elle ferait dans un proche avenir.

26. Le représentant du Japon a dit que la Diète japonaise avait approuvé le nouvel Accord sur les marchés publics le 31 mai 1995. Une décision du Cabinet était nécessaire pour le dépôt de l'instrument d'accession et il prévoyait qu'elle serait prise prochainement.

H. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES DECISIONS PROCEDURALES DU COMITE DEVANT ETRE ETABLI AU TITRE DE L'ACCORD SUR LES MARCHES PUBLICS

27. Le Président a rappelé qu'à sa réunion d'avril, le Comité intérimaire avait invité le Secrétariat à établir les projets de décision prescrits par le nouvel Accord relativement aux questions de procédure, afin de pouvoir les examiner à sa réunion suivante. Ces projets de décisions avaient par la suite été distribués aux délégations dans une note du Secrétariat du 9 juin 1995. Le Président a fait observer qu'à l'OMC, certains points, comme les arrangements relatifs au statut d'observateur, l'élection des présidents, la fréquence des réunions et les rapports des réunions, étaient considérés comme relevant de règles de procédure plus générales. Il appartiendrait au Comité intérimaire de dire s'il souhaiterait recommander au Comité un ensemble de règles de procédure plus générales ou s'il préférerait se limiter aux procédures se rapportant à certains points particuliers, comme ceux qui étaient indiqués dans la note distribuée par le Secrétariat, et s'en remettre à la pratique habituelle pour le traitement des autres questions de procédure, comme cela avait été le cas pour le Code du Tokyo Round.

28. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation préférerait s'en tenir à la pratique habituelle et régler les points de procédure au fur et à mesure des besoins, plutôt que d'arrêter un ensemble complet de règles de procédure pour le Comité.

29. Concernant le projet de décision sur la participation d'observateurs aux travaux du Comité, le représentant du Japon a proposé de modifier le paragraphe 4, en remplaçant le terme "signataires" par le terme "Parties". Le représentant du Canada espérait être en mesure de présenter ses observations à la réunion suivante, et il devait donc pour le moment formuler une réserve à l'égard de toute décision.

Le représentant des Etats-Unis a dit que de l'avis général de sa délégation il fallait encourager dans toute la mesure du possible l'intérêt pour le nouvel Accord, essentiellement grâce à l'octroi du statut d'observateur. Le gouvernement de son pays était favorable à la participation d'autres pays aux travaux du Comité en qualité d'observateur. Se référant au paragraphe 1 du projet de décision, l'intervenant estimait que le Comité devrait intervenir lorsqu'il s'agissait de déterminer si un gouvernement satisfaisait aux conditions énoncées à l'article XVII:1 a) à c) de l'Accord. Il considérait que ce paragraphe du projet de décision signifiait que les Parties à l'Accord auraient la possibilité de demander des renseignements attestant qu'un gouvernement se conformait aux dispositions de l'article XVII:1 a) à c) de l'Accord. Quant au paragraphe 5, concernant les sessions restreintes du Comité, celles-ci devraient être très rares. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il serait bon de simplifier le texte, pour que tout Membre de l'OMC puisse plus facilement suivre les travaux du Comité en qualité d'observateur.

30. Aucune observation n'a été formulée à ce stade au sujet du projet de décision sur l'accession à l'Accord.

31. S'agissant du projet de décision sur la notification des lois nationales de mise en oeuvre, en particulier le paragraphe 2, le représentant du Japon ne voyait pas la nécessité de recourir à une liste de questions sur la manière dont les Parties avaient mis en oeuvre les dispositions de l'Accord, puisque la plupart des dispositions du nouvel Accord reprenaient celles du Code du Tokyo Round. Selon le représentant des Etats-Unis, une telle liste pourrait être utile, car elle contribuerait à faciliter la lecture de la loi notifiée. Elle pourrait prendre la forme d'une note de couverture décrivant la manière dont la loi de mise en oeuvre s'inscrivait dans le droit interne d'une Partie, et elle donnerait des renseignements de base sur la façon dont cette loi était appliquée. La liste utilisée à cette fin au titre du Code du Tokyo Round (document GPR/4) était trop détaillée et devrait être révisée, vu le nombre beaucoup plus grand d'entités visées par le nouvel Accord. Le représentant de la Norvège est convenu qu'une liste de questions sous une forme moins détaillée serait utile, reconnaissant que certains des renseignements en question pourraient aussi bien figurer dans un nouveau guide pratique. Le représentant des Etats-Unis a indiqué à ce propos qu'un guide pratique ne rendrait pas superflue une liste de questions. Celle-ci devait essentiellement revêtir la forme d'une note de couverture qu'un gouvernement joindrait à la notification officielle de sa législation.

32. A propos du projet de décision sur les modalités relatives à la notification des valeurs minimales en monnaie nationale, le représentant de la Norvège, se référant à la note générale numéro 9 relatives à l'Appendice I de la Norvège, a demandé si cette note devrait être reprise dans la note de bas de page du projet de décision. Le représentant des Communautés européennes a dit que la note de bas de page, qui se référait à la manière dont les Communautés européennes calculaient leurs valeurs minimales conformément à la décision du Groupe spécial relative à la taxe sur la valeur ajoutée et aux valeurs minimales, s'appliquait au Code du Tokyo Round et non au nouvel Accord.

33. Le Président a proposé que le Comité intérimaire apporte au paragraphe 4 du projet de décision sur le statut d'observateur auprès du Comité la modification suggérée par la délégation du Japon et prenne note des vues exprimées par les délégations concernant le projet de décision sur la notification des lois nationales de mise en oeuvre et le projet de décision sur les modalités relatives à la notification des valeurs minimales en monnaie nationale. Il a invité les délégations à présenter au Secrétariat, avant la réunion suivante, toute suggestion en matière de rédaction, pour distribution aux membres du Comité intérimaire, afin que ce dernier puisse, à la réunion en question, prendre une décision finale sur les quatre projets de décisions.

34. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

I. ETABLISSEMENT D'UN GUIDE PRATIQUE CONCERNANT LE NOUVEL ACCORD

35. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de juin 1994, le Comité intérimaire était arrivé à la conclusion qu'il y avait accord de principe quant à l'utilité de publier un guide pratique et était convenu de revenir sur cette question à une date ultérieure, notamment au sujet de la structure et de la présentation d'un tel guide. Le Secrétariat avait distribué le 7 novembre 1994 une note informelle sur la structure et le contenu d'un guide concernant le nouvel Accord. A sa réunion d'avril, le Comité intérimaire avait demandé au Secrétariat d'entreprendre, en se fondant sur les communications des délégations, l'élaboration d'un schéma pour un guide pratique révisé. Jusqu'à maintenant, les délégations n'avaient fait aucune suggestion. Le Secrétariat avait toutefois établi une note destinée à servir de base à des discussions complémentaires sur le schéma d'un guide pratique et tenant compte de la structure du guide pratique actuel et les points soulevés par les délégations lors des échanges de vues qui avaient eu lieu aux réunions de novembre et d'avril du Comité intérimaire. Cette note avait été distribuée aux délégations le 12 juin, en même temps qu'une communication dans laquelle le Président proposait une stratégie pour aller de l'avant. Il était suggéré qu'au lieu d'examiner ces questions en détail au Comité intérimaire lui-même, il vaudrait beaucoup mieux qu'un certain nombre de délégations étudient avec le Secrétariat la structure possible d'un nouveau guide pratique. Les résultats de ce travail informel, qui n'engageraient personne, seraient communiqués à tous les membres du Comité intérimaire pour servir de base à une réflexion plus approfondie au niveau des administrations nationales. Lorsque la question avait précédemment été débattue au Comité intérimaire, la plupart des délégations qui, pour l'établissement d'un nouveau guide, étaient favorables à l'idée de demander l'avis des utilisateurs potentiels avaient dit qu'elles préféreraient que cela soit fait de manière individuelle par les administrations nationales.

36. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

J. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

37. Le Président a rappelé qu'il avait été proposé, dans l'ordre du jour annoté et dans l'aérogramme portant convocation de la présente réunion, que la matinée du 20 juin soit réservée pour un exposé pratique des possibilités qu'offraient les technologies de l'information pour les marchés publics. Les délégations pourraient faire la démonstration de facilités telles que l'accès aux bases de données nationales pour les projets de marchés publics et le commerce ou la passation des marchés par voie électronique.

38. Passant à la partie de ce point de l'ordre du jour réservée à la poursuite de l'examen de certaines questions, examen qui avait débuté au cours de réunions antérieures, le Président a rappelé qu'à ses réunions de novembre 1994 et d'avril 1995, le Comité intérimaire avait engagé une discussion approfondie à partir d'un questionnaire sur l'utilisation des technologies de l'information dans les marchés publics (GPA/IC/W/4/Rev.1), des documents GPA/IC/W/7 et addenda 1 à 10, qui contenaient les réponses des délégations au questionnaire, du document GPA/IC/W/18, qui établissait une liste des questions à examiner, et du document GPA/IC/W/19 des Communautés européennes qui, en réponse à cette liste, renfermait plusieurs questions et observations.

39. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il était important de concentrer l'attention sur les différentes façons dont les technologies de l'information étaient employées par les divers signataires dans le domaine des marchés publics. Il s'est réjoui de la possibilité offerte par les démonstrations pratiques du lendemain de mieux comprendre les différentes approches. Se référant à la note du secrétariat portant la cote GPA/IC/W/18, il est convenu qu'une distinction devait être faite entre, d'une part, l'utilisation des technologies de l'information pour assurer l'accès aux possibilités de passation de marchés ou la transparence et, d'autre part, les opérations effectives de passation des marchés par voie électronique, ce qu'on appelle parfois le commerce électronique, phénomène lourd de conséquences pour l'ensemble du processus de passation des marchés. Il importait d'examiner les

possibles effets discriminatoires du recours aux appels d'offres électroniques pendant le cycle de passation des marchés. Il se pouvait que les procédures employées par un signataire donné soient déterminées en fonction de sa situation intérieure. Il serait plus facile pour un fournisseur national que pour tout autre de se servir de ce système. Les technologies de l'information devaient servir à faciliter la réalisation d'opérations commerciales sur de grandes distances. Si elles devaient être utilisées d'une manière qui permettrait à un signataire de concevoir un système complet auquel participaient tous les fournisseurs traditionnels de telle ou telle entité, cela pourrait constituer un obstacle additionnel à l'accès de fournisseurs tiers, ce qui annulerait largement les avantages résultant de l'utilisation des technologies de l'information. Assurer l'accès aux possibilités de marchés publics ou la transparence posait de gros problèmes et il fallait donc que les systèmes soient compatibles tant sur le plan technique qu'au niveau du contenu. On devait faire en sorte que le même genre de renseignements soit fourni par tous les systèmes. Cependant, si le Groupe de travail devait aborder sérieusement la question de la passation électronique des marchés publics, il était encore plus important de garantir la pleine compatibilité technique des systèmes et de faire en sorte qu'aucun nouvel obstacle à l'accès ne soit créé. Une question connexe, qui concernait un autre aspect de l'utilisation des technologies de l'information et avait déjà été soulevée par le représentant des Etats-Unis au cours de réunions antérieures, était que ces technologies permettraient probablement de réduire le délai minimal requis entre la publication d'un avis de projet de marché et la date à laquelle les offres devaient être présentées à l'autorité adjudicatrice. Cela risquerait de désavantager les fournisseurs potentiels implantés à l'étranger par rapport aux fournisseurs établis sur place, voire leur nuire, tout en favorisant les fournisseurs locaux. Il ne fallait donc pas perdre de vue l'élément de non-discrimination. L'intervenant ne songeait pas à une discrimination juridique, résultant de l'application de procédures différentes, mais au fait que la même procédure pouvait avoir sur les fournisseurs nationaux et traditionnels une incidence différente de celle qu'elle avait sur les fournisseurs tiers. Sa délégation voudrait donc que cet aspect des effets discriminatoires possibles soit davantage mis en évidence, surtout en ce qui concernait la passation électronique des marchés.

40. Le représentant du Japon a dit que sa délégation était d'avis que les appels d'offres électroniques devraient être une procédure complémentaire, et non exclusive, de passation des marchés. Les signataires qui recouraient à cette technique pourraient peut-être faire part de leur expérience aux autres délégations pour qu'elles se familiarisent avec son utilisation. La délégation japonaise était consciente de l'importance d'une compatibilité des normes dans l'utilisation des technologies de l'information, mais elle n'était pas convaincue de la nécessité pour les délégations de respecter une norme spécifique.

41. Le représentant du Canada a remercié la délégation des Communautés européennes pour son document distribué sous la cote GPA/IC/W/19, et a exprimé l'espoir que les Communautés européennes répondraient elles aussi aux diverses questions qui y étaient soulevées.

42. Le représentant de la Corée a exprimé l'avis que le niveau de développement technologique ne devait pas entraver la participation à un marché public.

43. Le représentant d'Israël a partagé les préoccupations touchant les problèmes associés à l'utilisation des appels d'offres électroniques, en particulier l'élément d'exclusivité, qui risquait de devenir à brève échéance pour certains pays un obstacle non tarifaire complexe. Il s'est demandé si ce genre d'exclusivité était compatible avec les dispositions de l'Accord sur les marchés publics. Il était nécessaire de progresser lentement et de se pencher sur ces problèmes.

44. Le représentant des Etats-Unis a lui aussi exprimé l'avis que les démonstrations pratiques du lendemain permettraient d'avoir une idée des différentes approches suivies par les divers signataires et seraient la première étape d'un processus d'harmonisation, au cours de laquelle seraient définis les éventuels besoins en matière de normalisation. Il a aussi reconnu que les possibilités d'accès aux marchés visés devaient jouer un rôle essentiel dans ce processus. Il fallait convaincre les délégations que l'accès aux marchés publics serait favorisé par le développement des technologies de l'information. L'intervenant

a noté que la position avantageuse des fournisseurs nationaux par rapport aux fournisseurs étrangers n'était pas le résultat du commerce électronique, mais tenait plutôt à une préférence culturelle pour les fournisseurs nationaux dans un pays donné, l'idée étant que la proximité géographique constituait un atout, surtout lorsqu'il s'agissait de respecter les échéances. L'Accord sur les marchés publics renfermait certaines règles de procédure visant à réduire au minimum ces inconvénients pour les soumissionnaires étrangers, et c'était sur cela que le Groupe devrait concentrer son attention lors de l'examen des technologies de l'information. L'intervenant a noté que les réalités techniques étaient telles qu'il faudrait encore quelques années avant que tout le processus de passation des marchés se fasse par voie électronique, en dépit des aspirations de certaines instances adjudicatrices. Néanmoins, l'introduction du commerce électronique dans le cycle intégral des appels d'offres pouvait réduire les obstacles à l'accès plutôt que d'en ériger. L'intervenant concevait qu'un jour, tout ce dont un soumissionnaire aurait vraiment besoin serait un ordinateur raccordé à un réseau, ce qui serait possible aux quatre coins du monde dans un avenir assez proche. Le Comité intérimaire devait définir ses objectifs et les moyens de les atteindre. L'intervenant a répété la question qu'il avait posée au cours de réunions antérieures, visant à déterminer si l'Accord, dans sa forme actuelle, devait être adapté pour tenir compte de l'apparition de nouvelles technologies. Par exemple, les dispositions de l'Accord relatives aux délais minimaux portaient toutes du postulat que les procédures d'appels d'offres seraient présentées sur papier. Or, de nouvelles technologies, qui n'étaient pas encore bien connues au moment des négociations, étaient mises au point et devaient être prises en considération. Il fallait que le Groupe revoie l'Accord pour déterminer les domaines où des changements pourraient être nécessaires pour tenir compte de ces nouvelles technologies et pour garantir l'accès aux débouchés commerciaux en fonction des nouvelles technologies. Tout en prenant acte des inquiétudes exprimées par les délégations au sujet de l'accès, l'intervenant a néanmoins demandé aux délégations de reconnaître que l'adoption de nouvelles technologies pouvait élargir l'accès aux marchés publics.

45. Le représentant des Communautés européennes a reconnu qu'une procédure de passation des marchés entièrement électronique n'était pas pour tout de suite, et c'était précisément pour cette raison qu'il se demandait s'il était opportun de réduire les délais prévus dans l'Accord tant que des fournisseurs restaient tributaires d'un courrier lentement acheminé. Il a admis qu'à un certain stade, le Groupe devrait examiner des changements qui pourraient être apportés à l'Accord pour tenir compte de l'évolution technologique, mais, pour l'instant, il fallait surtout faire en sorte que les systèmes mis en place donnent les mêmes chances à tous les fournisseurs, y compris à ceux qui n'étaient pas encore en mesure de présenter leurs offres par voie électronique.

46. Le représentant des Etats-Unis a reconnu le caractère prioritaire de l'examen des pratiques nationales et des bases de données des signataires dans le domaine des marchés publics, l'objectif étant de les rendre compatibles et de les harmoniser le plus possible afin de garantir l'accès. Cela dit, il espérait que le Groupe ne se concentrerait pas exclusivement sur cet aspect, mais examinerait aussi certains des points de procédure qu'il avait soulevés.

47. Le représentant des Communautés européennes est convenu qu'il fallait aussi examiner certaines règles de procédure contenues dans l'Accord, mais que, vu les réalités techniques et économiques du moment, ce n'était pas à l'heure actuelle une priorité pour le Comité intérimaire.

48. Le représentant du Japon a reconnu que ce n'était pas demain que serait instaurée, à l'exclusion de toute autre, la procédure des appels d'offres électroniques pour le cycle intégral de passation des marchés. Pour l'instant, cette procédure devait tout au plus être considérée comme complémentaire des appels d'offres présentés sur papier. Un des objectifs de l'Accord était d'accroître le nombre des Etats signataires, qui pourrait inclure des pays en développement, dont certains n'avaient peut-être pas accès aux dernières technologies. Il a indiqué que le Comité intérimaire ne devait pas se précipiter pour examiner les changements qu'il faudrait peut-être apporter à l'Accord en raison des nouvelles technologies, de peur de décourager les nouveaux membres.

49. Le représentant du Canada a dit que le Comité intérimaire devait décider d'aller de l'avant. Il était nécessaire d'avoir un accord moderne, qui tienne compte du souhait des gouvernements de pouvoir passer leurs marchés de manière plus performante et plus efficace ainsi que des intérêts commerciaux des fournisseurs. Aller de l'avant de manière aussi rationnelle que possible était bénéfique pour tous. La délégation canadienne avait les mêmes préoccupations concernant la question de l'accès. Lors de ce processus, l'intervenant veillerait à ce que les fournisseurs canadiens ne fassent pas l'objet d'une discrimination en matière d'accès aux marchés publics étrangers et il espérait que les autres membres en feraient autant pour leurs fournisseurs. La mise en place d'une procédure de passation des marchés entièrement électronique posait peut-être certains problèmes technologiques, mais il était clair qu'il y avait des façons dont le Comité intérimaire pouvait aller de l'avant, surtout en matière de notification, sans que cela nécessite des procédures entièrement électroniques. Il y avait des domaines où des progrès pouvaient être accomplis maintenant, qui permettraient de raccourcir les procédures et de les rendre plus efficaces, par exemple en ce qui concernait les délais fixés pour la présentation des soumissions. La question de l'égalité d'accès était d'une importance cruciale pour la délégation canadienne qui n'avait certainement pas l'intention d'aller de l'avant de manière inconsidérée, mais l'intervenant a néanmoins encouragé les membres à examiner la question de manière générale, et a exprimé l'espoir que les démonstrations du lendemain montreraient que des solutions d'application générale pouvaient être trouvées. Il appartenait au Comité intérimaire de déterminer les possibilités offertes par les innovations technologiques pour les incorporer progressivement à l'Accord. Le Comité intérimaire devrait avoir pour objectif à court terme d'examiner ces possibilités, de voir comment les systèmes étaient établis et de présenter dans un avenir assez proche des idées sur la manière dont cela pourrait influencer sur l'Accord. Il faudrait trouver un équilibre entre le maintien de l'égalité d'accès aux marchés publics et la mise à profit des progrès technologiques.

50. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que le fondement de l'Accord était de garantir la non-discrimination, en d'autres termes l'égalité des chances. Il a reconnu que les technologies de l'information pouvaient largement contribuer à assurer l'égalité de traitement, beaucoup plus que le système actuel. Il voulait seulement faire une mise en garde contre la décision d'imposer la passation électronique des marchés dans les cas où cela ne garantirait pas l'égalité de traitement. Ainsi, l'adoption de cette technique pourrait être justifiée dans un secteur, mais pas dans un autre. Selon l'intervenant, nul ne s'opposerait à l'adoption de procédures électroniques dans le secteur des technologies de l'information, en remplacement du papier, car les fournisseurs seraient évidemment tout à fait familiarisés avec leur utilisation. En revanche, dans d'autres secteurs, par exemple dans certains secteurs du bâtiment, la mise en place obligatoire de procédures électroniques de passation des marchés serait une mesure trop radicale pour le moment. L'intervenant a admis que beaucoup de choses pouvaient déjà être effectuées dans le domaine des technologies de l'information, y compris un examen des règles de l'Accord, dans le respect toutefois des principes fondamentaux de l'Accord visant au renforcement de l'égalité des chances.

51. Le représentant des Etats-Unis a rappelé que les marchés publics étaient exclus du champ du GATT, en vertu de l'article III:8 de ce dernier. La simple obligation de traitement national, telle qu'elle était énoncée à l'article III du GATT, ne serait pas suffisante pour garantir l'égalité de traitement et la non-discrimination dans le domaine des marchés publics. Les signataires de l'Accord avaient jugé essentiel de prévoir des garanties procédurales pour assurer une non-discrimination effective. Si les marchés publics avaient été visés uniquement par l'obligation de traitement national énoncée à l'article III, l'intervenant n'aurait guère fait confiance aux obligations existant dans le secteur des marchés publics. Il n'y aurait probablement pas eu d'Accord sur les marchés publics, ni d'accès réel aux possibilités de marchés. C'était précisément les règles procédurales contenues dans l'Accord qui garantissaient le traitement non discriminatoire. Il fallait à l'avenir examiner en permanence les procédures de l'Accord sur les marchés publics pour tenir compte des nouvelles technologies et faire en sorte de pouvoir, au besoin, modifier ces procédures en fonction des nouveaux obstacles à l'accès susceptibles d'être créés, en vue de garantir une véritable égalité de traitement. Dans l'examen de ces règles procédurales, il

faudrait aussi tenir compte du fait que certaines d'entre elles régissaient un système qui, plus tard, ne serait peut-être plus le système prédominant dans les pratiques des Parties en matière de marchés publics et qui pourrait en un sens devenir une contrainte pour les fournisseurs, sans accroître leur accès aux débouchés commerciaux. Il faudrait trouver le juste milieu entre la nécessité d'élargir l'accès aux marchés publics et celle d'améliorer l'efficacité des méthodes utilisées.

52. Le représentant du Japon a présenté la base de données utilisée pour les marchés publics de son pays et mise au point par l'Organisation japonaise du commerce extérieur. Cette base de données fonctionnait depuis le mois d'avril et renfermait des renseignements sur l'Accord relatifs aux marchés publics en vigueur et le programme d'action lancé par le gouvernement japonais quelques années auparavant. Elle énumérait tous les renseignements publiés en japonais au Kampo, Journal officiel du Japon. Cependant, des renseignements en anglais étaient aussi disponibles sur le réseau Internet, par exemple les renseignements pertinents figurant dans les avis de projets de marchés.

53. Le représentant des Communautés européennes a demandé si la base de données japonaise couvrait les marchés passés par les entités des gouvernements sous-centraux. La version anglaise des renseignements contenus dans la base de données englobait-elle tous les projets de marchés japonais relevant du nouvel Accord sur les marchés publics, ou certains d'entre eux seulement?

54. Le représentant du Japon a dit que le Kampo indiquait les marchés passés par le gouvernement central et par certaines entités connexes comme celles qui étaient visées par l'Accord actuel. La base de données énumérait les projets de marchés relevant de l'Accord actuel et non du nouvel Accord.

55. Le représentant du Canada s'est réjoui que des renseignements en anglais soient disponibles sur Internet et il espérait avoir l'occasion d'en prendre connaissance prochainement.

56. Le Président a conclu que les délégations semblaient souhaiter de manière générale que les technologies de l'information soient utilisées de manière à accroître l'accès aux possibilités de marchés et que l'on veille à ce que leur adoption pour la passation des marchés n'ait aucun effet discriminatoire sur le commerce. L'égalité de traitement et le traitement national devaient être préservés. Par ailleurs, il est apparu nécessaire d'assurer la compatibilité entre les systèmes des technologies de l'information, pour éviter la création d'obstacles à l'accès. Le Président a proposé que le Comité intérimaire poursuive son examen des systèmes nationaux d'information, tout en passant en revue les dispositions procédurales de l'Accord. Il a rappelé à cet égard la présentation des divers systèmes nationaux d'information, prévue pour le jour suivant.

57. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

K. AUTRES QUESTIONS

i) Projet de législation aux Etats-Unis

58. Le représentant du Canada a dit que sa délégation croyait savoir qu'un projet de législation (HR 1670) déposé à la Chambre des Représentants des Etats-Unis visait à modifier certaines procédures de passation des marchés. Le projet en question introduisait par exemple la notion de "concurrence pratique maximale" et certaines procédures simplifiées pour l'acquisition d'"articles commerciaux". L'intervenant souhaiterait que le représentant des Etats-Unis donne ultérieurement des renseignements à jour sur ce projet et si possible plus de détails sur les répercussions éventuelles de telles propositions, en particulier au regard de leur conformité avec l'Accord actuel et le nouvel Accord, dont l'article X:1 disposait notamment ce qui suit "... sélectionneront d'une façon loyale et non discriminatoire les

fournisseurs admis à participer à ces procédures". Le représentant des Etats-Unis pourrait-il préciser les notions de "concurrence pratique maximale" et d'"articles commerciaux"?

59. Le représentant des Etats-Unis a dit que les autorités de son pays avaient examiné les textes proposés pour s'assurer qu'ils étaient compatibles avec les obligations découlant pour les Etats-Unis de l'Accord actuel et du nouvel Accord et qu'elles étaient d'avis, par exemple, que les seuils simplifiés envisagés pour l'acquisition d'articles commerciaux seraient compatibles avec certaines des prescriptions plus souples du nouvel Accord, qui autorisaient la fixation de délais plus courts en cas de publication d'un avis annuel de projet de marché. Les articles commerciaux étaient des articles "standard". Le système actuel de passation des marchés, qui existait depuis longtemps dans son pays, mettait souvent à rude épreuve les soumissionnaires. L'intervenant a souligné que les réformes récentes du système américain de passation des marchés visaient à accroître considérablement l'accès des fournisseurs étrangers. Par exemple, le projet de législation portant sur les articles commerciaux avait pour but d'encourager les entités à tenir davantage compte de ce qui était offert sur le marché au moment d'établir les spécifications techniques. C'était là un avantage pour les soumissionnaires étrangers. S'agissant de la "concurrence pratique maximale", l'intervenant préférerait obtenir de plus amples renseignements et revenir sur ce point ultérieurement. Le projet de législation portait sur les appels d'offres sélectifs, la mise en place d'une présélection et la possibilité de restreindre le champ des soumissionnaires potentiels, compte tenu, entre autres, des résultats antérieurs.

60. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et est convenu de revenir sur cette question ultérieurement.

DATE DE LA PROCHAINE REUNION

61. Il a été convenu que le Président fixerait la date de la prochaine réunion, à l'automne, après consultation des délégations. Il a dit qu'il songeait à la deuxième quinzaine d'octobre.